

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 27 octobre 1987

La séance est ouverte à 11 heures.

Prières

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

L'hon. Doug Lewis (ministre d'État et ministre d'État (Conseil du Trésor)): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 106(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement aux pétitions nos 332-3110 à 332-3117, 332-3119 à 332-3123, 332-3128 à 332-3130, 332-3132, 332-3140 à 332-3143, 332-3191 à 332-3193, 332-3201, 332-3205, 332-3206 et 332-3214 à 332-3216.

Je voudrais signaler aux signataires de la pétition n° 332-3214, présentée par le député de York-Ouest (M. Marchi), que leur pétition a été certifiée le 18 août, mais n'a été présentée que le 1^{er} octobre. Cependant, le gouvernement a quand même répondu dans le délai prescrit de 45 jours.

LA RÉUNIFICATION DES FAMILLES—LES PHILIPPINES

M. Alex Kindy (Calgary-Est): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par 280 électeurs qui demandent au gouvernement de faire adopter un projet de loi spécial qui permettrait à des personnes se trouvant actuellement aux Philippines de rejoindre leur famille au Canada. Cette demande est motivée par l'instabilité de la situation aux Philippines, l'insécurité qui y règne et la menace d'un coup d'État communiste. Les signataires prient donc le gouvernement de bien vouloir faire adopter un projet de loi spécial.

[Français]

OPPOSITION AU NOUVEAU PLAN DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter plusieurs pétitions qui viennent de communautés rurales du Nouveau-Brunswick concernant leur préoccupation au sujet de la fermeture des bureaux de poste que la Société canadienne des postes veut

leur imposer. Elles viennent d'un peu partout et il y a plusieurs centaines de signatures.

Les pétitionnaires déclarent humblement à la Chambre que le nouveau plan d'opération de la Société canadienne des postes crée deux classes de citoyens avec l'instauration permanente de superboîtes postales tant en milieu urbain qu'en milieu rural et que la fermeture des bureaux de poste en milieu rural prive les citoyens d'une présence fédérale unique et réduit le service postal vital en milieu rural, que l'augmentation des tarifs surtout pour le courrier de deuxième classe met en péril la distribution de nombreux journaux, hebdomadaires, régionaux, revues et publications religieuses.

A ces causes, nous demandons humblement que le Parlement rejette le plan de la Société canadienne des postes et enjoigne à celle-ci de livrer le courrier à tous les contribuables canadiens sans distinction.

OPPOSITION À LA TAXATION DES ALIMENTS

Mme Thérèse Killens (Saint-Michel—Ahuntsic): J'ai l'honneur et le devoir, monsieur le Président, de déposer une pétition signée par les résidents d'Ottawa et de Willowdale (Ontario). Les signataires s'objectent au fait que ce gouvernement ait imposé ou augmenté 25 nouvelles taxes depuis le mois de septembre 1984. Ils s'objectent surtout au projet de réforme fiscale qui étudie présentement la possibilité d'imposer une taxe sur la nourriture. Ils croient que cette décision pénaliserait davantage les personnes âgées, les chômeurs, les jeunes et les familles à faible revenu.

A ces causes, les signataires demandent humblement au Parlement de rejeter toute mesure qui aurait pour effet d'imposer une taxe de vente sur la nourriture.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

L'hon. Doug Lewis (ministre d'État et ministre d'État (Conseil du Trésor)): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions inscrites au Feuilleton soient reportées.

M. le Président: Les questions sont-elles reportées?

Des voix: D'accord.